

## **GRADUELLEMENT**

Le manifeste de la CSN indique que la nationalisation devrait se faire graduellement en partant de nos moyens ? .

Il y est dit

La bourgeoisie peut s'opposer à la construction du socialisme et tenter de saboter les efforts des travailleurs en exportant les profits de leurs entreprises en refusant de collaborer avec les entreprises nationalisées. Il faut nationaliser ces entreprises, et les pertes dues à la mauvaise gestion deviennent alors le coût d'apprentissage que la société doit supporter pour pouvoir se libérer dit capitalisme.

(Page 49)

## **QUI PAIERA ?**

C'est à se demander quelles générations de Québécois seront prêtes à payer le prix d'une telle transformation socialiste. Car comme l'indique la dernière citation, les bienfaits du socialisme ne viendraient qu'après en avoir payé le coût. La transformation de la société n'est pas une question de prix. Les salariés ne sauraient se transformer en caissiers de la transformation sociale. Le socialisme tout comme la liberté, ça ne s'achète pas sa se gagne. Les sociétés à venir n'ont pas à se racheter envers les régimes économiques croulants qu'ils sont appelés à remplacer.

La transformation sociale n'est jamais donnée ou consentie par le pouvoir d'état en place ; au contraire, elle se gagne par des luttes contre ce même pouvoir.

## **LES NATIONALISATIONS PASSÉES**

Jusqu'à présent les expériences de nationalisation dans le cadre du régime capitaliste ont été loin de favoriser les intérêts populaires. Bien au contraire elles ont presque toujours servi le monde des affaires. Il en a été ainsi du Canadien National que nous payons encore aujourd'hui, ainsi que pour la Montréal Tramways et combien d'autres. De nos jours, il faut bien le reconnaître, nombre d'industriels et de commerçants seraient heureux de se faire nationaliser. Cela leur permettrait d'échanger leurs vieux paquets de troubles pour un paquet de piastres neuves.

## **PAR ÉTAPES**

Le document Ne comptons que sur nos propres moyens indique que les nationalisations devront viser les entreprises appartenant aux impérialistes américains de même que les entreprises anglo-saxonnes et particulièrement le secteur de la finance. Après ça, toujours avec l'aide de l'état nous passons à une autre étape, celle de la planification. Voici ce qu'on y lit :

La première étape de ta planification (après la nationalisation et la mise sur pied d'un appareil statistique) doit être le choix dit rythme de la croissance économique. Ce choix se pose comme suit: ayant récupéré les profits, les gaspillages et les budgets gouvernementaux, quelle part de ces ressources allons-nous consacrer à l'augmentation immédiate dit niveau de vie et quelle Part à l'investissement dans les moyens de production qui nous permettront de répondre plus pleinement aux besoins dans l'avenir ? Cette question doit être résolue en faisant appel à la participation des travailleurs qui sont ceux qui mettront en oeuvre ces décisions.

(Page 50)

## **ÇA MANQUE DE SÉRIEUX**

Il est difficile de prendre au sérieux une transformation socialiste qui se fait par étape. C'est d'autant plus difficile que celle proposée par le manifeste de la CSN doit s'accomplir sous l'égide de l'état. Naturellement c'est une appréciation du rôle et de la nature du Pouvoir d'état. Si en régime capitaliste le pouvoir d'état peut être considéré comme le joujou de tout le monde, alors les propositions du document de la CSN ont une très grande valeur.

Selon nous le pouvoir d'état n'est rien d'autre qu'un appareil de domination et d'exploitation d'une classe sur une autre classe et sur le peuple. En l'occurrence, c'est l'outil de la domination des monopoles capitalistes, contre les salariés et les autres couches sociales qui composent notre peuple.

Si nous avons au Canada un pouvoir d'état orphelin, sans classe bienveillant ou même neutre, alors nous sommes dans l'erreur. Nos divergences d'opinions avec Ne comptons que sur nos propres moyens ? sont d'ordre mineur en ce cas. Mais même là, il nous sera difficile de prendre au sérieux une conclusion qui met sur un même niveau la nationalisation et la mise sur pied d'un appareil statistique. Il sera aussi difficile d'accepter l'opinion qu'après l'établissement du socialisme la question sera résolue en faisant appel à la participation des travailleurs qui sont ceux qui mettront en oeuvre ces décisions.

Nous croyons pour notre part que dans une société socialiste, les salariés édifient leur propre Pouvoir d'état, ce qui leur permet non seulement de participer aux décisions mais aussi de prendre les décisions au nom des salariés et des autres couches sociales.

#### **----- Premier plan (CEQ) -----**

Le Livre blanc des enseignants du Québec sur l'action politique représente un pas de géant vers l'unité syndicale. De façon modeste et précise, il nous donne une leçon sur l'art de changer les choses. Par ses propositions, le document indique que seule une vague de fond ayant son point de départ chez les membres de la base, peut placer le mouvement syndical sur la voie de la transformation sociale.

Sur le plan de l'organisation, les professeurs comblent un vide béant dans le grand concept de transformation de la société. Sur les plans politique et idéologique, ils ont réussi un chef-d'oeuvre de simplicité, en énonçant clairement les motifs qui les animent. Ils déclarent :

*En ce qui nous concerne, notre engagement syndical nous amènera-t-il à lutter pour que dans les salles de cours, nous puissions être autre chose que les représentants du principe d'autorité, face aux étudiants qui sont à Près de 80 pour-cent des fils de travailleurs salariés??*

*Serons-nous des défenseurs de l'ordre établi qui contrôle et impose à une société, ou l'ensemble (les travailleurs salariés voient leur liberté réduite à ce que leur permet un salaire dérisoire?*

*Où serons-nous avec ceux qui croient que le système économique, social et politique actuel exige rare transformation profonde afin de permettre à l'homme de se servir librement des moyens de production qu'il s'est donnée pour devenir créateur?*

Premier plan met en lumière chez les enseignants, une connaissance profonde de leur situation dans une société à transformer. Il dénote aussi une attitude consistante sur la dégradation du régime capitaliste et du Pouvoir d'état qui l'accompagne. Dans ce sens il est l'un des meilleurs documents produits au Québec. Entre autres, il déclare:

L'enseignant est prolétarisé. Il est titi salarié à qui l'on achète sa capacité de produire art niveau idéologique, en titi indiquant quoi dire et comment le dire ; quoi faire et comment le faire.

Ce qu'il importe de dégager dans ce Processus de dégradation, c'est qu'il ne s'agit pas là d'une visée volontaire de personnes identifiées, mais bien de la logique implacable d'un système qui concentre toits les moyens de décision et d'action entre les mains d'un petit groupe de propriétaires privés des moyens de Production (Ou d'un petit groupe de contrôleurs dans les États régis par une bureaucratie d'état).

(Premier plan - CEQ -page 15 )

### **LA CLEF : L'ORGANISATION POLITIQUE DES TRAVAILLEURS**

Le Livre blanc a le mérite d'éclairer la voie qui conduit à l'assaut du Pouvoir d'état et à la transformation sociale ; celle de l'organisation des travailleurs en quête d'une solution à leurs problèmes immédiats et quotidiens. Au pouvoir d'état capitaliste qui nous guette de toutes parts, il faut opposer le pouvoir des travailleurs organisés politiquement. Pour transformer la société, il ne suffit plus de faire et de refaire sans cesse le procès du capitalisme.

Il ne faut pas s'attendre à ce que les victoires viennent d'elles-mêmes. Les plus belles plaidoiries anti-capitalistes resteront lettres mortes aussi longtemps qu'elles ne seront pas animées par des hommes et des femmes politiquement organisés.

### **VALABLE POUR TOUS**

Après le choix des politiques à suivre, ce sont les questions de l'organisation qui décident de tout, y compris de la politique elle-même. Dans cette direction les conclusions du Livre blanc de la CEQ ont une valeur universelle.

Elles peuvent servir à tous, indépendamment du milieu : usines, syndicats, quartiers, écoles, régions, centres communautaires, etc. Parlant du projet de formation populaire, le document nous dit :

Ce projet pourrait être discuté démocratiquement par l'ensemble des travailleurs concernés, afin de s'assurer qu'il répond bien à des besoins réels. Un tel projet d'éducation populaire viserait nécessairement à rendre les individus autonomes et aptes à prendre eux-mêmes en main, l'ensemble de leurs activités et non pas à renforcer des attitudes, des comportements et une idéologie dominante, qui arrache aux individus un consentement insatisfaisant, face à leur propre désappropriation économique, sociale et politique.

A cet égard, nous espérons que tous les militants de notre mouvement puissent discuter démocratiquement de l'ensemble des questions qui confrontent actuellement le syndicalisme québécois, avec l'ensemble des membres ainsi qu'avec tous les travailleurs de chacun des milieux.

(Premier plan - page 7)

### **L'EXPÉRIENCE CHILIENNE**

Le projet du Livre blanc sur l'organisation politique des travailleurs rejoint en cela l'expérience chilienne. En effet, nous oublions souvent que les victoires des partis de l'Unité populaire du Chili reposent sur une classe ouvrière et des forces populaires bien organisées à la base. Là-dessus le livre de Louis Favreau ? Le travailleur face au pouvoir ? nous rapporte l'existence de près de 12,000 comités d'ouvriers, de citoyens et d'étudiants

disséminés à travers le Chili.

L'expérience de la classe ouvrière du Chili vient prouver une fois de plus que la transformation d'une société ne saurait être l'affaire exclusive d'une élite de dirigeants syndicaux et de politiciens. Réduire à l'impuissance le pouvoir d'Etat capitaliste, le remplacer par un pouvoir populaire, c'est l'affaire du plus grand nombre des travailleurs salariés et des citoyens.

### **C'EST FAISABLE**

Le pouvoir d'état des monopolistes n'est pas imbattable. Il n'est fort que dans la mesure où nous méconnaissions sa nature réelle et le caractère de ses interventions anti-populaires. Depuis quelques années, le mouvement de contestation populaire a su à plusieurs reprises faire reculer l'appareil d'état capitaliste. Dans tous les secteurs de la population, l'idée de la transformation du régime s'est développée plus grande et plus forte que le pouvoir d'état.

Sur le plan des grandes luttes économiques, le monde syndical a, dans la plupart des cas, infligé des reculs cuisants au Pouvoir d'état. En ce sens les Fronts communs FTQ CSN CEQ sont le présage de futures victoires dans les conflits entre les ouvriers syndiqués et le Pouvoir d'état. Sur tous les plans : économiques, politiques, idéologiques, les forces ouvrières et populaires montent à l'assaut du pouvoir d'état.

### **----- Prisonniers de nos concepts -----**

Beaucoup a été accompli à date, dans la voie de la transformation sociale. Cela malgré que nous soyons demeurés pour la plupart, prisonniers de vieilles idées préconçues. Prisonniers de concepts qui ne correspondent plus aux réalités du moment. Au Québec, nous avons été conditionnés à l'attente d'un Messie qui viendra tout régler pour nous. Cela nous a empêchés de réaliser que l'avenir dépend de chacun de nous ; que les travailleurs sont eux-mêmes leur propre messie ; qu'ils seront les premiers artisans des transformations sociales qu'exigent leurs intérêts.

Notre conditionnement nous invite à copier sur les formations politiques qui ont évolué au Canada. Par habitude nous évaluons l'organisation politique des salariés en termes de création d'un parti politique homogène traditionnel. Notre prison conceptuelle nous empêche de comprendre que jusqu'à présent les partis politiques canadiens ne furent jamais des outils de transformation, mais bien des organismes favorisant le statif quo social.

L'organisation politique des travailleurs ne saurait être une simple imitation de partis qui se sont échangé le pouvoir législatif sans jamais toucher au système de profits capitalistes. Nos idées préconçues nous empêchent de voir et de comprendre la grandeur du mouvement politique populaire qui déferle sur la province.

### **LES TRAVAILLEURS FACE AU POUVOIR**

La prison de nos vieilles idées nous empêche de réaliser pleinement que des milliers de travailleurs se sont écartés des voies politiques traditionnelles. Ils sont à créer leurs propres organisations ouvrières et populaires.

Les partis politiques actuels sont désertés au profit de l'implantation de comités ouvriers et d'organisations populaires. Dans de telles conditions, l'idée de la création immédiate d'un parti ouvrier homogène pourrait bien servir d'éteignoir au mouvement de masse qui se dessine au Québec.

L'évolution de la contestation populaire au Québec a donné naissance à une organisation politique multiforme.

Née de la contestation, cette nouvelle force, s'exprime partout, faisant reculer le Pouvoir d'Etat, obligeant le régime en place à céder devant ses revendications.

Jamais dans toute leur histoire les forces ouvrières et populaires n'ont été aussi puissantes qu'aujourd'hui. Dans toutes les grandes démonstrations et manifestations publiques l'on peut noter la présence de ces nouvelles forces. Sur le plan idéologique, les forces ouvrières actuelles ont fourni une production sans précédent dans l'histoire de notre peuple. A cet égard nous pourrions citer de nombreux ouvrages publiés au Québec au cours des dernières années. La liste est longue et comprend entre autres, les contributions de la CSN, de la FTQ, de la CEQ, des Comités d'action politique de Saint-Jacques et de Maisonneuve, celles du FRAP ainsi que le livre plus récent du Centre de formation populaire intitulé : Le travailleur face au pouvoir.

### **LE POUVOIR DE DEMAIN**

Partout dans le monde ouvrier et chez le peuple, se développent les organes du pouvoir de demain. L'organisation politique des travailleurs comprend les ouvriers de Maniwaki, ceux de Mont-Laurier, ceux de Cabano, ceux du Nord-Ouest québécois, ceux de la Guyenne, etc, L'organisation politique des travailleurs est partout. On la trouve dans les Comités d'action politique, les Comités d'action syndicale, les Comités de citoyens. On la retrouve dans tous les endroits où il y a des hommes et des femmes en révolte contre un système pourrissant, condamné par l'histoire en attendant d'être relégué aux musées par les hommes.

Ce qui importe pour le moment, c'est que partout à travers la province, des ouvriers et des citoyens font de la politique à leur niveau, Ils s'occupent de leurs problèmes particuliers. Cette recherche de solutions individuelles ne peut que les rapprocher de la transformation du système actuel.

Ils sont à la meilleure des écoles, celle de la pratique. Celle qui conduit à faire quelque chose. Naturellement la multitude des (ormes d'action tic doit pas exclure une certaine cohésion, A ce point de vue, la facilité des moyens de communication au Québec favorise grandement l'échange d'idées ainsi qu'un minimum de cohésion, tout en laissant une grande liberté aux organismes particuliers. Dans ces conditions, la formation d'un : ? parti politique homogène ? pourrait agir comme un frein à l'organisation politique des travailleurs.

### **L'IMPORTANT**

Il serait difficile actuellement de prédire quelle forme prendra le mouvement de masse qui se développe au Québec. Prendra-t-il la forme d'un Front uni?... celle d'un Mouvement populaire multiforme . . . celle d'une Coalition de partis de gauche ou encore d'un Parti politique tel que nous les connaissons. L'important pour le moment c'est que les forces ouvrières et populaires soient en plein développement. L'important c'est que des milliers de Québécois soient à se débarrasser d'idées périmées et de tabous sacrés.

L'important c'est que chacun apporte sa parcelle de nouvelle vérité et de virilité pour bâtir une société à l'image de l'homme québécois.

### **----- Appendice -----**

#### **PHASE I :**

- Le capital privé s'assure le contrôle de l'opération avec une mise minimum de capitaux.  
Le capital privé s'assure un investissement massif de capital public étant donné que la phase de lancement n'est :
- par des subventions directes
  - par la prise en charge étatique des recherches industrielles

- par la préparation de la main-d'oeuvre
- par la création d'une infrastructure économique ; routes...  
(SIDBEC, HYDRO-QUÉBEC...)

Remarque : ici le capital public ne s'accumule pas puisqu'il n'est pas investi dans la production comme telle mais dans le lancement. Il ne crée pas de surplus. Le capital privé, surtout dans la phase II, s'accumule.

#### PHASE II :

Le capital privé demeure seul car la phase II est celle du rendement maximum, mais il arrive qu'il emprunte à l'état (Caisse de dépôts et de placements)  
L'état joue surtout un rôle politique maintenir un climat stable dans la région et le pays.

#### PHASE III :

Le monopole se retire, d'où l'intervention massive de l'état. a) par la nationalisation s'il s'agit d'un produit nécessaire à alimenter d'autres entreprises.  
ou b) par l'achat des principales actions  
ou c) par la fermeture de l'usine et le recyclage de la main-d'oeuvre.

En somme, dans cette phase, le capital privé refoule vers l'Etat ses propres contradictions. L'Etat ramasse les pots cassés en nationalisant les pertes (\*).

*\* Ce schéma exprime une tendance générale qui prend des formes particulières dans chaque cas.*

Un cas précis: l'entente I.T.T. - Québec (47)

L'ITT (International Telephone and Telegraph) est, par son chiffre d'affaires, la 11<sup>ème</sup> compagnie en importance dans le monde capitaliste et la 5<sup>ème</sup> aux Etats-Unis, Son chiffre d'affaires était en 1970 de \$6.4 milliards et ses profits la même année de \$353.3 millions. Elle opère par l'intermédiaire de plus de 200 filiales dans 67 pays et emploie à travers le monde près de 400,000 travailleurs.

L'ITT opère au Québec par l'intermédiaire de l'ITT-Rayonier. Cette filiale vient de s'implanter sur la Côte-Nord, à Port-Cartier, dans le but de produire de la pâte dissolvante qui sert de produit de base dans la fabrication du textile synthétique (rayonne) et dans la fabrication de pellicule cellulosique (genre cellophane).

Quelles sont les clauses de l'entente entre PITT et les gouvernements ? De son côté, l'Etat (fédéral et provincial) s'engage à fournir \$40 millions de subventions directes, ce qui représente 25% de l'investissement nécessaire à la construction de l'usine et des installations connexes. Le- Québec accorde également une concession forestière en exclusivité pour PITT de quelque 52,000 milles carrés (plus de 2 fois le territoire du Nouveau Brunswick). Cette concession est accordée pour 40 ans avec un droit de coupe établi à \$0.50 la corde, ce qui est un rabais important si l'on considère que le gouvernement provincial exige \$3.00 la corde à une autre compagnie (Kruger) pour 10 ans et \$3.50 la corde après 10 ans. L'énergie électrique fournie par l'Hydro-Québec lui sera vendue au prix le plus

bas sur le marché pendant 15 ans. Ajoutons à cela \$55 millions en routes.  
De son côté, PITT offrira 4,000 emplois au Québec d'ici 1987 tout en créant 15,000 emplois en Europe.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour avoir une idée assez nette de ce que nous coûte PITT par rapport à ce qu'il rapporte aux travailleurs québécois. (Pages 81, 82, 83 ? Les travailleurs face au pouvoir ?)

L'appendice ci-dessus a été tiré du livre de Louis Favreau du Centre de formation populaire.

## **I N D E X**

<b>Prologue</b>	<b>5</b>
<b>Les nouveaux croisés</b>	<b>9</b>
<b>L'Etat à nu</b>	<b>15</b>
<b>Syndicalisme et appareil d'Etat</b>	<b>25</b>
<b>Le Fétichisme d'Etat</b>	<b>41</b>
<b>Le profit maximum</b>	<b>49</b>
<b>L'Etat 1972 (L'Etat c'est moi)</b>	<b>55</b>
<b>Transformer le système (Le PQ parti des travailleurs)</b>	<b>65</b>
<b>Trois documents majeurs (État rouage (FTQ))</b>	<b>75</b>
<b>Les enquêtes de Québec-Pressé . .</b>	<b>87</b>
<b>Ne comptons que sur nos propres moyens (CSN)</b>	<b>95</b>
<b>Premier plan (CEQ)</b>	<b>109</b>
<b>Prisonniers de nos concepts</b>	<b>115</b>
<b>Appendice</b>	<b>119</b>